

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique agricole, à Paris le 23 février 2013.

Mesdames, Messieurs,

Je voulais inaugurer ce 50ème salon de l'agriculture. C'est un grand moment pour l'ensemble du pays qui prend chaque fois conscience de la qualité des produits, du travail des agriculteurs et de la chance que représente pour la France d'avoir un tissu rural qui puisse être ainsi animé.

Aujourd'hui les interrogations sont nombreuses.

La première, c'est de promouvoir la qualité française, la production française, l'élevage français, l'ensemble des produits français. Pour cela il y a une exigence que je porte au niveau européen, c'est l'exigence de traçabilité. Il y a eu, ces derniers jours, des interrogations, pour ne pas dire davantage, des fraudes, parce qu'il n'y avait pas d'étiquetage. Je veux, qu'à terme, il y ait un étiquetage obligatoire sur les viandes qui sont insérées, introduites dans les produits cuisinés. D'ici là, je soutiendrai, avec le ministre de l'Agriculture et les ministres concernés, toutes les initiatives qui seront prises pour des démarches volontaires d'étiquetage, de manière à ce que le consommateur puisse être informé de la provenance des produits qu'il consomme et notamment des viandes.

Nous avons des labels, des signes de qualité ou d'origine, qui existent en France. Je veux remercier la profession de s'y être pleinement engagée. C'est autour de ces labels que les consommateurs peuvent avoir la confiance. La production bovine notamment est aujourd'hui labellisée. S'il y a le moindre doute par rapport à une provenance, que l'achat soit d'abord pour la viande bovine française.

Ensuite, la deuxième interrogation c'était l'avenir de la Politique Agricole Commune (PAC). J'ai voulu conclure un accord européen sur ce que l'on appelle le « cadre financier », c'est-à-dire le budget européen. La PAC a été préservée et notamment la part qui revient à la France : plus de 63 milliards d'euros, autant que par le passé, et avec une possibilité de mieux financer un certain nombre d'investissements nécessaires pour la compétitivité de l'agriculture. C'est un succès et je fais confiance, là encore, à la profession pour utiliser ces aides pour faire en sorte que l'agriculture soit encore plus respectueuse de l'environnement sûrement, mais également capable d'assurer des productions pour notre pays, pour l'Europe et même pour l'exportation.

Enfin, il y a une interrogation. De nombreux éleveurs, de toutes les productions animales, souffrent d'une augmentation du cours des matières premières, ce qu'ils appellent les « intrants », c'est-à-dire ce qui sert à alimenter les animaux. Nous devons donc, à la fois, lutter contre ces fluctuations de cours et permettre aussi une rémunération correcte de tous ces éleveurs. Parce que c'est une condition indispensable pour l'emploi et pour l'animation de nos territoires. C'est pourquoi nous engageons une politique pour la répartition des aides européennes et aussi pour une politique nationale de soutien aux éleveurs. Je pense, notamment, aux producteurs laitiers qui sont dans une situation très délicate et que nous soutiendrons de manière exceptionnelle. Voilà le sens de ma visite. D'abord, une fierté : être devant la plus grande ferme de France avec des éleveurs et des jeunes. Il y a eu, en 2012, plus de jeunes qui se sont installés qu'en 2011. C'est un signe de confiance. Mais il y a aussi des plus anciens qui transmettent leur expérience. Le contrat de génération sera également introduit en agriculture. Voilà le plaisir qui est le mien, la fierté du président de la République d'être aux côtés des agriculteurs qui sont une chance pour la France. Merci.